



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 61 - vendredi 7 octobre 2011

Dans ce numéro :

- Une campagne au cœur de la crise politique pour défendre les intérêts du monde du travail
- Pour que le 11 octobre contribue à organiser la riposte contre l'austérité

Une campagne au cœur de la crise politique pour défendre les intérêts du monde du travail

« *Un parfum de Fin de règne* » titre *Le Point* de cette semaine alors que le *Nouvel Obs* lui fait écho « *Les dessous d'une fin de règne* » et que *Marianne* se veut plus provocatrice, « *Le boulet* ». Tous sont d'accord pour annoncer la fin de Sarkozy en bien mauvaise posture au point que dans son propre camp certains s'interrogent à haute voix sur sa capacité à les représenter. Juppé, certes avec retenue, pose déjà au recours possible... François Fillon se déclare favorable à des primaires à droite, « *un processus moderne qui convient à droite comme à gauche* »...

L'aggravation de la crise, cette semaine avec le démantèlement de Dexia, ruine les discours officiels dans le même temps que les affaires remontent à la surface. Les principaux proches de Sarkozy se trouvent compromis dans la « *république des valises* » alors qu'éclate maintenant le scandale des ripoux lyonnais soupçonnés de trafics de drogue... La politique du fric roi secrète la corruption au sommet de l'État. Les mêmes qui invoquent les déficits pour imposer aux travailleurs et aux classes populaires d'inacceptables sacrifices ne se contentent pas des largesses de l'État ou de leurs maîtres...

Le discrédit est tel que la droite vient même de perdre le Sénat, une « *victoire historique* » pour la gauche. Avec 177 sièges sur 348, elle a obtenu la majorité absolue. Le mode de scrutin indirect et antidémocratique fait que ce vote n'est qu'un reflet bien lointain et déformé du mécontentement qui règne dans le pays. Il constitue aussi les premiers pas d'une alliance de toute la gauche, alliance qui s'est poursuivie pour l'élection du président de la Haute assemblée. « *Face à une droite dépitée et désunie, les sénateurs socialistes, communistes, radicaux de gauche, écologistes et divers gauche ont élu, dès le premier tour, et pour la première fois depuis 1958, un président de gauche à la Haute Assemblée* », jubile *l'Humanité* alors que le PC a l'habitude de présenter son propre candidat au premier tour. Jean-Pierre Bel, le nouveau président socialiste, n'est pourtant pas un foudre de guerre. « *Je ne serai jamais là pour servir un clan ; je veux toujours me tourner vers l'intérêt collectif.* » a-t-il déclaré soucieux de ménager la droite. Certes, pour Nicole Borvo Cohen-Seat, présidente du groupe communiste, républicain et citoyen (CRC), « *ce rendez-vous doit être l'occasion de remettre en cause la réforme des collectivités locales votée par la droite et rejetée par les élus locaux* ». Son groupe se veut « *garant des changements à gauche* » et se prononce « *pour une opposition claire à la politique du pouvoir* ». Une opposition claire qui commence par bien des compromis et marchandages non seulement à gauche mais avec la droite pour la répartition des postes et sinécures, présidences de commission...

Jean Luc Mélenchon bat les estrades pour défendre sa « *révolution citoyenne* » pendant que, tranquillement, dans l'ambiance feutrée du Sénat, les élus du Front de gauche négocient leur place dans la nouvelle majorité...

Allons-nous vers une victoire de la gauche et une nouvelle mouture de l'union de la gauche débouchant sur une majorité parlementaire et gouvernementale incluant le Front de gauche ?

Nous verrons, une telle hypothèse peut sembler cohérente dans la logique de l'alternance mais rien ne dit que cette logique ne soit pas bousculée par le Front national avec lequel une partie de la droite souhaite ouvertement une alliance. Rien ne dit non plus que l'alliance électorale pour les sénatoriales entre toutes les forces de gauche, réalisée loin des

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

regards des classes populaires, résiste, pour la présidentielle et les législatives de 2012, à la pression du mécontentement. La concurrence électorale pourrait bien faire voler en éclat les calculs des notables d'autant que pour Mélenchon l'horizon n'est pas 2012. Ce n'est qu'une étape pour achever son OPA sur le PC.

La crise de la droite participe d'une crise politique globale, la crise d'une démocratie parlementaire vidée de tout contenu au profit de la dictature de l'aristocratie financière. Nous avons devant nous une situation instable qui pourra connaître de brusques changements. Nous verrons, et jugerons étape par étape des méandres et aléas de la politique des différentes composantes de la gauche. Du point de vue des travailleurs et des classes populaires le problème n'est pas là. Il est bien de trouver les armes pour se défendre face à l'offensive des classes dominantes et de leur État, d'apporter une issue à la crise du capitalisme. Il est certain, ce n'est pas une hypothèse, que la politique du PS sera, sur le fond, la même que celle de la droite, comme elle l'est en Grèce ou au Portugal. Les débats des primaires n'ont apporté aucune réponse claire aux questions que se pose la population. Chaque postulant affiche son contentement de soi, surfe sur l'antisarkozysme mais ne s'engage à rien vis-à-vis des salariés et de la jeunesse. Martine Aubry, dans un moment d'audace, a interpellé lors du dernier débat François Hollande, « *on ne pourra pas battre une droite dure avec une gauche molle* », mais on aimerait bien savoir où est cette gauche dure !

A travers l'évolution de la situation sociale et politique à venir, l'essentiel est d'utiliser la campagne électorale pour populariser la perspective portée par le NPA, celle d'un nouveau parti des travailleurs défendant en toutes circonstances les intérêts des classes exploitées, un parti pleinement indépendant de la gauche libérale et des combinaisons parlementaires. L'essentiel est de populariser un programme politique portant les exigences immédiates des salariés pour contrer l'offensive de classes dominantes, programme qui ne pourra être mis en application que par un gouvernement qui ose remettre en cause la propriété privée de la finance. Nous soumettons ces idées et perspectives à la discussion partout où cela nous est possible dans le même temps que nous mobilisons toute nos forces pour que la candidature de Philippe Poutou devienne une réalité, la seule capable de bousculer les jeux politiques.

Yvan Lemaitre

Au sommaire

Pour que le 11 octobre contribue à organiser la riposte contre l'austérité

La manifestation du 27 septembre de l'Éducation nationale contre les suppressions de postes a été un succès : 165 000 manifestants dans le pays, du public et du privé, avec des taux de grévistes de 54 % dans le primaire et de 46 % dans les collèges et lycées. Les salariés de l'éducation nationale, excédés par la profonde dégradation de leurs conditions de travail, sont descendus nombreux dans la rue pour dénoncer les 16 000 suppressions de postes de cette année et les 14 000 prévues pour l'année prochaine.

Face aux manifestants, Châtel a répondu que la dette de l'État impose de poursuivre la politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite. Sarkozy lui a emboîté le pas, sur le terrain de la démagogie anti-fonctionnaires, en déclarant que les emplois importants, « *ce ne sont pas les emplois de la fonction publique, c'est les emplois de l'industrie, de l'entreprise, ceux exposés à la concurrence* »... Oubliant bien vite les nombreux précaires de l'Éducation nationale que le gouvernement vient de mettre à la rue !

Tous les moyens de chantage sont bons pour tenter d'intimider et de culpabiliser les enseignants, comme l'ensemble des salariés. Les déclarations démagogiques sur la fin de « *l'État Providence* » tournent en boucle, comme si la dette était creusée par « *trop* » de services publics.

Cela fait des années que l'État supprime des postes en masse : près de 80 000 depuis 2005 rien que dans l'Éducation nationale ! Quant à la dette, loin de se réduire, elle s'est littéralement envolée lors de la crise financière de 2008, lorsque l'État est venu au secours des banques. Aujourd'hui, ce sont les mêmes financiers qui réclament des intérêts de 40 milliards d'euros, soit l'équivalent justement du budget de l'Éducation nationale !

Mais la démagogie et le chantage que tentent d'exercer Sarkozy et ses ministres ne font pas recette, tellement ils sont déconsidérés, noyés dans les affaires de fric, de valises et de corruption. Beaucoup de salariés se sentaient profondément solidaires des enseignants, conscients de la dégradation de l'école, des fermetures de classe, mais aussi du fait que les salariés de l'Éducation nationale se battent contre la même politique menée actuellement dans les entreprises.

Si les travailleurs, les équipes militantes discutent de la crise du capitalisme, de la dette et de la politique du gouvernement pour nous la faire payer, il y a une vraie difficulté à envisager une continuité de cette journée du 27 septembre avec celle du 11 octobre, en grande partie à cause de la timidité politique de l'intersyndicale.

Des directions syndicales en rupture avec Sarkozy... mais toujours disponible au dialogue social

Au mois d'août, l'intersyndicale réclamait « *une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi et réduire la dette tout en garantissant la cohésion sociale* »... pendant que le gouvernement annonçait sa politique d'austérité ! Devant la fin de non-recevoir de celui-ci, la « *concertation sociale* » a disparu du communiqué du 1^{er} septembre, mais le fond de leur politique reste sur ce même terrain du dialogue social et pas sur celui de la lutte et du rapport de force pour imposer notre refus de payer la facture des capitalistes. Sans objectif clair, la rencontre du 15 septembre n'a même pas abouti à un appel commun, la CFDT se refusant à toute référence à la grève ou à un arrêt de travail.

Au-delà de la question des modalités de l'appel, l'intersyndicale reste surtout totalement silencieuse sur la question de la dette de l'État, reprenant la plateforme de... 2009 comme si rien ne s'était passé depuis. Comment faire l'impasse sur une telle question, alors que toute la politique du pouvoir, et de ceux qui y postulent pour 2012, est dictée par le paiement d'une dette complètement illégitime ?

La question ne peut être réduite à une prétendue « unité » par le bas, qui imposerait de s'aligner sur la politique de la CFDT. Les positions actuelles de la CGT s'inscrivent totalement dans cette politique. Dans un tract confédéral contre le pacte « Euro plus », celle-ci explique : « *pour la CGT, il n'est pas question d'ignorer la question de la dette publique, sa charge pesant lourdement sur le budget de l'État et sa capacité à financer les dépenses utiles. Cependant, la réduction de la dette et du déficit doit s'appuyer sur une politique (notamment industrielle) de croissance créant des emplois qualifiés, bien rémunérés et stables. De meilleurs services de santé, de la recherche-développement de bon niveau, des investissements dans les infrastructures contribueraient à cette politique ambitieuse* ». La légitimité de la dette n'est même pas remise en cause et les « propositions » de la CGT, sur la « croissance », les salaires ou un « plan industriel » sont ainsi présentées comme la meilleure méthode pour la rembourser. Comme si l'État était neutre dans la guerre de classe qui se mène aujourd'hui pour rétablir le taux de profit à tout prix. Comme s'il n'était pas au service des intérêts des capitalistes, quand il démantèle les services publics, quand il s'attaque aux retraites, à la santé, etc. De même, la question des salaires ne se pose pas comme une « proposition » qui pourrait résoudre la crise par en haut, en favorisant le retour de la « croissance » et en mettant un peu d'huile dans les rouages du capitalisme. Au contraire, elle se pose exclusivement en termes de rapport de force global, entre les travailleurs et les classes dominantes. Il s'agit aujourd'hui d'affirmer toute la légitimité de la lutte pour les augmentations de salaires, pour l'échelle mobile, en formulant une politique pour la convergence des différentes grèves qui éclatent sur ces revendications.

Dans la même veine, Nasser Mansouri-Guilani, économiste de la CGT, déclare à propos de la dette : « *L'approche libérale conçoit par définition l'endettement public comme mauvais. Mais la dette peut aussi être liée aux investissements qui permettent de créer des richesses bien supérieures au coût de l'endettement sur le long terme. Tout dépend donc de la nature de l'endettement. Il ne faut pas oublier que plus l'endettement est élevé, plus les charges d'intérêt le sont aussi. Il faut donc bien distinguer le bon et le mauvais endettement* ».

Certes, mais cela ne répond pas du tout à la question de à qui on emprunte et pour payer qui ? Les récents déboires de municipalités grévées par des prêts « toxiques » en sont l'illustration. Même s'ils ont pu servir à financer des infrastructures utiles à la population, les fameux prêts à taux variables « vendus » aux communes par Dexia, avec bien souvent la bénédiction de l'État, n'en demeurent pas moins illégitimes. Par le jeu des spéculations, les taux d'intérêts de ces prêts s'envolent depuis 2008, atteignant parfois plus de 24 % ! Exiger l'annulation de la dette, c'est refuser que la population, l'État avec de l'argent public, ne payent pour ce vol.

Le refus des directions syndicales de dénoncer l'illégitimité de la dette et de réclamer son annulation traduit bien leur volonté de rester sur le terrain du « dialogue social ». Avec Sarkozy, la chose est devenue plus compliquée depuis les retraites, mais avec son successeur en 2012, tout peut recommencer...

Chérèque l'exprime clairement : « *Il y a eu deux périodes dans ce quinquennat. Une première, au cours de laquelle Nicolas Sarkozy a respecté les règles de la démocratie sociale en tenant compte des négociations entre syndicats et patronat avant de soumettre les projets de réformes au législateur (représentativité, réforme du marché du travail, la formation professionnelle ou encore l'assurance chômage). Puis est arrivée la réforme des 35 heures, qu'il a voulu imposer de force. A partir de cet instant, la confiance s'est rompue. S'en est suivie celle des retraites, « trop importante pour que les syndicats s'en occupent », puis des projets de loi qui partaient dans tous les sens* ». Pas étonnant que la CFDT répète sur tous les tons, à propos de la journée du 11 octobre, que la grève ne sert à rien.

Pour la CGT, l'enjeu du 11 octobre est quelque peu différent. Thibault fait même le tour de France pour mobiliser, en même temps qu'il fait campagne pour les élections professionnelles de la Fonction publique du 20 octobre... Ne craignant pas d'être débordé, contrairement à l'année dernière lors de la lutte pour les retraites, l'appareil appelle à faire grève pour que la journée soit un succès.

Mais l'objectif relève davantage de calculs pour savoir quel syndicat sera l'interlocuteur privilégié d'un probable gouvernement d'alternance après 2012. D'autant que la CGT est en concurrence avec la CFDT sur ce terrain. Cette dernière a déjà posé des jalons, en participant par exemple au projet du PS sur les retraites (lequel a voté le passage aux 42,5 annuités avec la droite l'an dernier). Hollande, s'est ainsi flanqué d'un conseiller, Bontems, ex numéro deux de la CFDT. Celui-ci a mis en place une « cellule sociale » de 70 membres, dont une bonne moitié de syndicalistes essentiellement de la CFDT, de l'UNSA, mais avec également une participation de la CGT. De même, Aubry cultive ses bonnes relations avec la CGT où elle a toujours eu de « *solides contacts* » ainsi qu'avec FO et Mailly, qui vante sa « *franchise* » et son « *opiniâtreté* ».

Mais si les directions syndicales sont dans l'attente des futures combinaisons au pouvoir, l'offensive du gouvernement et des capitalistes pousse les travailleurs à riposter sans attendre, malgré les pressions qu'exerce la dégradation globale de la situation.

Sans illusions sur 2012, lutter contre l'austérité

Côté gouvernement, le plan d'austérité est en marche. Le budget 2012 de l'Etat prévoit ainsi 30 400 suppressions d'emplois, soit près de 150 000 depuis 2007. Péresse vient également de présenter le budget de la Sécurité sociale, qui prévoit surtout des économies sur le dos des assurés. Outre la contre-réforme des retraites (138 000 départs en moins prévus, soit une économie de 1,3 milliard), elle annonce une taxe de 1,1 milliard d'euros sur les complémentaires santé et des coupes supplémentaires de 2,2 milliards dans les dépenses d'assurance maladie : 450 millions au titre de « *l'amélioration de la performance à l'hôpital* », 220 millions par la baisse des indemnités journalières en cas d'arrêt-maladie grâce au tour de passe-passe du changement de la méthode de calcul (60 % du salaire net au lieu de 50 % du brut), etc.

Les déclarations du gouvernement sur la « taxation » des riches sont bien une mascarade... ils en restent à 200 millions d'euros après avoir bénéficié de milliards de cadeaux divers !

Par contre, Fillon vient de plaider pour la convergence avec l'Allemagne sur les retraites en déclarant « *il faudra aller vers un temps de travail commun... vers un âge de retraite commun* »... sous-entendu 67 ans en 2030, comme cela vient d'être voté en Allemagne. Une fois encore, cette provocation démontre bien qu'il n'y a pas d'autre choix, pour défendre nos droits, que l'affrontement avec ce pouvoir au service des banques et des riches.

Dans les entreprises, les capitalistes mènent eux aussi leur offensive. Ils « anticipent » la baisse des ventes et de leurs profits comme à PSA, qui vient d'annoncer 500 suppressions d'emplois de CDI dans les 3 mois, ainsi que des centaines de licenciements d'intérimaires, accélérant au passage sa politique de fermeture du site d'Aulnay. Et pourtant, côté bénéficiaires, tout va bien ! « *Les carnets de commandes sont pleins* » déclarent cyniquement le PDG Varin, PSA a 11 milliards d'euros de réserve et vient même de racheter ses propres actions pour la bagatelle de 200 millions d'euros.

Face à cette offensive, des ripostes ont lieu comme à Fralib contre la délocalisation du site par Unilever, comme aux Fonderies du Poitou contre la baisse de 23 % des salaires sous la menace d'un plan de licenciements, comme à la raffinerie de LyondellBasell sur l'étang de Berre, où les salariés sont en grève depuis l'annonce de fermeture le 27 septembre. Là aussi, les actionnaires en veulent toujours plus en voulant mettre des salariés sur le carreau alors qu'ils ont dégagé 50 millions de bénéfices nets rien que sur le 1^{er} semestre !

Dans ces luttes, des équipes militantes prennent des initiatives de convergence et de manifestations, pour faire connaître leur lutte, mener la bataille d'opinion ou pour appeler à la solidarité les salariés d'un même groupe ou d'une même branche. Le 11 octobre pourrait être une journée permettant de faire converger encore plus largement ces luttes, en mettant en œuvre une politique dénonçant l'illégitimité des licenciements, des baisses de salaires et de pouvoir d'achat, etc.

Loin de la politique du « dialogue social », incapable d'organiser le monde du travail pour la riposte, il y a urgence à affirmer une politique de classe, c'est-à-dire une politique qui cherche à unifier et à redonner confiance dans la force collective des travailleurs et dans la grève.

Rompre avec le dialogue social quel qu'il soit sans craindre de remettre en cause le capitalisme

Pour préparer le 11 octobre, mais aussi pour la suite, il nous faut mener ces débats largement dans les équipes syndicales, avec les travailleurs. Dans le milieu CGT par exemple, bien des militants ont envie que ça marche, refusant d'accepter la crise comme une fatalité face à laquelle on ne peut que se soumettre. C'est l'occasion de discuter quelle politique face à l'offensive actuelle : attendre l'alternance de 2012, ou ne compter que sur la lutte avec ses méthodes et ses moyens ? Accepter de rembourser la dette en demandant qu'elle soit un peu moins injuste ou affirmer son illégitimité et réclamer son annulation, en osant appeler à construire un vrai rapport de force par la grève et la rue ?

Dans nos organisations syndicales, il nous faut débattre d'un plan d'urgence, des mesures que le monde du travail doit imposer pour défendre ses droits fondamentaux face à cette nouvelle étape de la crise du capitalisme.

Interdire les licenciements, pour ne pas laisser aux capitalistes le droit de décider de nos vies comme à PSA, à la raffinerie de LyondellBasell ou à Fralib. Une telle mesure est plus que légitime, quand les patrons aggravent la crise générale du système en « anticipant » les baisses de profits à venir. Augmenter les salaires, imposer l'échelle mobile, car la crise vient justement de ce trop-plein de profits qui se sont accumulés au détriment de la part des salaires ces dernières décennies.

De même, il ne faut pas craindre de poser la question politique de la dette quand l'État et les patrons l'utilisent largement pour imposer des reculs importants dans les entreprises ou les services publics. Ne pas affirmer l'illégitimité de cette dette, creusée par le recours exclusif des États aux marchés financiers pour se financer, conduit à être dominé par le camp d'en face, par tous ceux qui répètent aujourd'hui que « *l'État Providence* » est terminé et qu'on ne peut que se soumettre à cette fatalité.

Mais la crise financière n'est pas une fatalité, elle est la suite d'une politique menée par les États, les institutions, la classe dominante pour tenter en permanence de sauver le système et de maintenir les taux de profits. C'est sur un terrain clairement anticapitaliste, défendant les intérêts du monde du travail face à ceux de cette aristocratie financière, que les travailleurs pourront prendre l'offensive en osant leur contester le droit à diriger toute la société.

Laurent Delage

[Au sommaire](#)